

Initiatives ministérielles

et remonter le moral de la population canadienne, et surtout des travailleurs.

Mme Marleau: Je suis entièrement d'accord. Et pas seulement celui des travailleurs mais celui de tous les Canadiens.

Quand j'étais chez moi, ces dix derniers jours, pour le congé de Pâques, un certain nombre de personnes m'ont téléphoné et l'une d'entre elles m'a dit: «Que pouvons-nous faire pour rétablir le sentiment de confiance que nous éprouvions en tant que Canadiens et dans nos affaires.» Cette personne craignait que parce que la situation semblait mauvaise et que les gens s'inquiétaient, les choses empiraient réellement et elle croyait que si le gouvernement redonnait confiance aux Canadiens, la tendance se redresserait.

Quand les gens se sentent rassurés, ils réussissent mieux. Ils investissent un peu d'argent et cela leur rapporte beaucoup. Je pense en particulier aux dispositions du budget concernant les mines. Je sais que le gouvernement, s'il n'y est pas forcé, n'aime pas verser de subventions pour inciter le public à investir son argent dans toutes sortes d'entreprises qui renforceront notre économie et qui ramèneront l'espoir et la joie dans les affaires et chez les gens de toutes les régions du Canada.

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Madame la Présidente, les discours de l'autre côté m'inquiètent.

Des voix: Oh, oh!

M. Blenkarn: Nous avons un problème parce que la dette nationale est énorme et parce que le gouvernement fédéral finance depuis longtemps des activités qui relèvent de la responsabilité des provinces. L'enseignement postsecondaire est de compétence provinciale, l'assistance sociale aussi, de même que la santé et l'assurance-maladie.

Le gouvernement fédéral doit faire face à un énorme déficit et subir en même temps les critiques de l'autre côté. Quand il tente de rétablir l'équilibre en demandant aux provinces qui ont des excédents budgétaires de payer les programmes qu'elles devraient financer de toute façon, on n'entend que des pleurs et des gémissements. C'est stupide!

M. Mills: Nous étions constructifs. Nous écoutons les gens.

M. Blenkarn: Mon collègue se dit constructif. Cette semaine, la province de Colombie-Britannique a présenté un budget équilibré, un budget qui prévoit même un excédent. Cette province est parfaitement capable de s'occuper de ceux qui sont en difficulté, qui ont besoin d'assistance sociale, de garderies, et de tous ces services que les gens des sociétés urbaines requièrent. Voilà une province qui aura un excédent et l'on entend des plaintes au sujet du fait que l'augmentation du Régime d'assistance publique du Canada sera limitée à 5 p. 100, c'est-à-dire à peu près au niveau de l'inflation. Il me semble que la province de Colombie-Britannique, vu sa situation financière, est parfaitement capable de se tirer d'affaire.

On peut dire la même chose de l'Ontario qui, l'an dernier, avait un excédent. Demain, M. Nixon présentera son budget; je vous parie que ce sera un budget excédentaire. Je vous parie, en dépit des changements proposés dans ce projet de loi, que les économies des provinces, les mesures fiscales des provinces et la croissance des recettes de ces provinces, sont plus que suffisantes pour s'attaquer aux problèmes qu'elles ont.

M. Gardiner: Madame la Présidente, je ne peux pas laisser le député continuer sans le corriger sur un point. Il parle de la province de Colombie-Britannique et de son récent budget. . .

La présidente suppléante (Mme Champagne): Le député sait très bien que c'est un point qu'il peut soulever lors du débat, mais que ce n'est pas un rappel au Règlement. Le député de Mississauga-Sud.

• (1730)

M. Blenkarn: Laissons tomber, madame la Présidente, on ne peut jamais rien en tirer de toute façon.

La situation c'est que les provinces sont fortes, leurs recettes sont abondantes. D'ailleurs, la situation c'est que le trésorier de la province d'Alberta se vante d'être si riche qu'il n'a même pas besoin de taxe de vente provinciale. Il y a ces gens qui braillent en faveur des riches. Dans l'état où se trouve l'économie du pays, nous avons tous certainement le devoir de dire à ces gouvernements qui peuvent se procurer les ressources voulues: «Procurez-vous les ressources qu'il faut et payez vos